



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AU CARREFOUR DES CRISES

Séminaire de l'Institut de l'École normale supérieure

Trois journées de travail les 6, 19 et 28 mars 2024, précédées d'une soirée d'ouverture le 5 mars, à Paris

Ce séminaire de formation propose à une quinzaine de cadres dirigeants d'explorer, avec un plateau de chercheurs et d'experts de premier plan, les implications pour les entreprises d'un ensemble d'enjeux nouveaux, de désaccords et de conflits que l'urgence de la transition écologique polarise désormais à toutes les échelles de temps et d'espace, sur fond de multiplication des foyers de tensions géopolitiques et de divisions au sein des sociétés démocratiques.

La formation fournira d'abord le dernier état de nos connaissances sur plusieurs points-clés : Dans quelle mesure y a-t-il une accélération du réchauffement ? Comment les impacts à prendre en compte par les entreprises doivent-ils intégrer l'eau et la biodiversité ? Comment conjuguer adaptation et atténuation ? En outre, quels nouveaux espoirs fonder sur la technologie ? Entre partisans d'un techno-solutionnisme intégral et détracteurs convaincus que tout recours à la technologie n'est qu'une dangereuse illusion, où en est la recherche ? Le secteur financier prend-il acte de l'ampleur des financements nécessaires et de la diversité des risques à assurer ?

Le séminaire interrogera ensuite les effets pour les entreprises de la fragmentation du paysage énergétique et institutionnel global, dans le sillage du retour de la guerre et des politiques de puissance. Face à une menace commune, les politiques de transition des États-Unis, de l'UE, de la Chine et d'autres acteurs divergent. Au sein même de l'UE, le débat perdure entre les tenants d'une planification étatique semi-contraignante et ceux d'une régulation par le prix du carbone. Quels sont les arguments de ces modèles qui visent à infléchir de façon très marquée la stratégie des entreprises et leurs rapports avec les États ? Avec quelles conséquences pour celles qui opèrent dans de nombreux pays ?

L'inflation suscitée par l'instrumentalisation des flux d'énergie à des fins belliqueuses a en outre rendu plus aigüe la question du partage des coûts de transition. Toute mesure visant à réduire les émissions se heurte déjà des problèmes d'acceptabilité aux échelons national et local. Or la transition n'est-elle pas intrinsèquement inflationniste et inégalitaire ? Des chercheurs engagés en faveur de la décroissance voient la nécessaire évolution vers un monde décarboné comme le moment d'une révision radicale du partage des revenus. Quelles utopies sous-tendent leurs modélisations, en tous points opposées à l'imaginaire d'une croissance verte ? Que peuvent en apprendre les entreprises ? Que révèlent, de leur côté, les sciences sociales sur les ressorts des résistances à la transition ?

Le regain de conflictualité planétaire tend aussi à faire de la transition énergétique le champ clos d'une compétition économique et idéologique exacerbée entre démocraties et régimes autoritaires. Le mouvement vers l'électrification confère à la géographie des terres et métaux rares une importance cruciale. Il redistribue les avantages compétitifs entre les continents, alors que les échanges mondiaux sont otages de multiples crises géopolitiques. De même, les conséquences d'un conflit à Taïwan seraient incalculables. De quels leviers disposent les entreprises dans ce nouveau contexte ? De quelles compétences-clés auront-elles besoin ?

A distance des discours convenus, le séminaire invitera ses membres à s'approprier les problématiques concrètes de la transition en travaillant sur plusieurs cas réels (mobilités, infrastructures) lors de trois journées, les 6, 19 et 28 mars 2024, après une soirée d'ouverture rue d'Ulm le 5 mars. Ils en ressortiront avec une vision transformée des défis qui les attendent.

INTERVENANT(E)S

Philippe Aghion, professeur au Collège de France, à l'INSEAD et à la London School of Economics, et auparavant à Harvard et Oxford, est une figure majeure parmi les économistes contemporains. Sa théorie de la croissance économique basée sur l'innovation, qui émerge du processus de destruction créatrice, fait l'objet de plusieurs ouvrages fondamentaux, notamment aux presses du MIT.

Matthieu Auzanneau, spécialiste d'écologie et d'économie, est depuis 2016 directeur du think tank The Shift Project, créé et présidé par Jean-Marc Jancovici. Le groupe a publié en 2022 un *Plan de transformation de l'économie française* qui détaille les actions à mener secteur par secteur pour tenir les objectifs de l'accord de Paris, en privilégiant une approche systémique et la planification comme principal outil de politique publique.

Orith Azoulay, diplômée de l'ESCP, est responsable de la finance durable au sein de la banque de grande clientèle (BGC) de Natixis, après avoir travaillé pour l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) et Groupama Asset Management. Elle a notamment créé en 2017 le *Green & Sustainable Hub* de BGC qu'elle dirige depuis. Ce hub fournit une expertise ESG et des solutions de financement et d'investissement durables multi-actifs aux grands clients de la banque.

Laurent Bopp, climatologue et océanographe, est directeur de recherche au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, dont il dirige le département de géosciences. Ses recherches portent sur les interactions entre le changement climatique et l'océan. Il a participé aux derniers rapports du GIEC comme auteur de chapitre sur les interactions entre cycle du carbone et climat, et sur les impacts du changement climatique sur l'océan. Lauréat du prix des Sciences de la Mer de l'Académie des Sciences.

François Briens, ingénieur en systèmes énergétiques, docteur en économie et prospective, est depuis 2019 analyste des politiques énergétiques au sein du département Énergies Renouvelables de l'Agence Internationale de l'Énergie. Sa thèse *La Décroissance au prisme de la modélisation prospective – Exploration macroéconomique d'une alternative paradigmatique*, soutenue en 2015 à l'École des Mines de Paris, a été primée par La Fondation 2100, placée sous l'égide de la Fondation CNRS.

François Dubet, sociologue, professeur émérite de l'Université de Bordeaux et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), a travaillé sur la théorie sociologique, la sociologie de l'éducation, les inégalités sociales et les sentiments d'injustice. Proche du groupe de La République des Idées, il a publié nombre d'études et d'ouvrages devenus des classiques. Parmi ses œuvres récentes : *Le Temps des passions tristes : Inégalités et populisme* (Seuil, 2019) et *Tous inégaux, tous singuliers : Repenser la solidarité* (Seuil, 2022).

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, titulaire d'un doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris, est le directeur du Centre Énergie et Climat de l'IFRI depuis 2017. Spécialiste du gaz et du pétrole, il a travaillé auparavant six ans à l'Agence internationale de l'énergie, notamment sur la Russie et l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'à la Fondation Robert Schuman, où il a animé un observatoire sur l'Ukraine.

Cédric Merle est titulaire d'une thèse en sciences politiques de l'Université de Paris II consacrée à l'expérience de l'écologie en Chine. Il est responsable du centre d'expertise et d'innovation et de la couverture ESG pour les obligations SSA (obligations d'émetteurs souverains, supranationaux et agences) chez Natixis, où son équipe conçoit et met en place des critères d'éligibilité et d'impact innovants en matière de finance durable. Il est également chargé de cours sur la finance durable à la Sorbonne.

Magali Reghezza-Zitt, normalienne, géographe, spécialiste de l'environnement et des catastrophes naturelles, codirige le CERES (centre de formation sur l'environnement et la société) à l'ENS. Ses recherches portent sur la géographie politique et sociale de l'environnement. Membre du Haut Conseil pour le Climat jusqu'en septembre 2023, elle a rejoint la Cour des Comptes. Son rapport annuel, à paraître début 2024, est consacré à l'adaptation de l'action publique au changement climatique.

D'autres intervenant(e)s et grands témoins seront annoncés en cours de séminaire.

PROGRAMME

MARDI 5 MARS 2024 (18h30 – 22h) – École normale supérieure, 75005 Paris

Accueil des participants — Tour de table — Intentions du séminaire et méthode de travail.

L'univers des grands vins, pionnier de la transition écologique.

Dîner en commun

MERCREDI 6 MARS (8h45 – 18h30) – Maison de l'Amérique latine, 75007 Paris

Climat, eau, biodiversité, même combat ?

Quels critères de mesure et de valorisation des stratégies de préservation de la biodiversité se précisent, aux côtés des critères bas carbone ? Pourquoi la même démarche est-elle difficile pour l'eau, enjeu crucial et hautement conflictuel pour l'agriculture, l'industrie ou la production d'énergie ?

Le secteur financier commence-t-il à peser dans le sens de la transition ?

Au-delà de la finance verte, jusqu'à quel point les grands acteurs financiers intègrent-ils les défis environnementaux dans leur gestion courante des risques ? Peuvent-ils aider les entreprises à maîtriser les taxonomies qui se multiplient dans le monde et se développent au-delà du carbone ? Plus largement, certains sont-ils prêts à assumer des responsabilités nouvelles dans le financement de la transition ? La Cop 28 aura-t-elle eu un impact réel ?

Déjeuner en commun

Atelier

Les nouvelles comptabilités socio-écologiques.

Quels nouveaux espoirs fonder sur la recherche ?

L'intervention exposera l'état de nos connaissances les plus récentes sur la trajectoire carbone (l'élévation des températures est-elle plus rapide qu'anticipé ?) et présentera l'état d'avancement et les perspectives de développements technologiques en cours en vue de contribuer à l'atténuation du réchauffement.

Quel rôle pour l'adaptation ?

S'il ne peut être question de se résigner à l'inaction climatique, les incertitudes sur le déploiement des crises environnementales comme sur l'impact des efforts d'atténuation obligent à anticiper les situations extrêmes auxquels même les pays tempérés pourraient être confrontés. À quoi ressemblerait une France à +4° ? Que peuvent apprendre les entreprises de ces préfiguration ?

MARDI 19 MARS (8h30 – 22h00) – Maison de l'Amérique latine, 75007 Paris

Le panorama énergétique global et européen post-invasion de l'Ukraine.

Une redistribution des flux d'énergies selon des lignes de fracture géopolitiques, des choix opposés de mix énergétique entre grandes puissances et au sein même de l'UE, une géographie problématique des métaux et terres rares requis pour l'électrification — quel nouveau champ de forces dessinent ces bouleversements pour les entreprises ?

Inciter, normer, contraindre ?

De l'I.R.A au Green Deal et à la politique industrielle de la Chine sous la férule du parti, en passant par l'option d'une planification étatique semi-contraignante à la française, quels leviers les acteurs publics veulent-ils actionner pour tenter d'infléchir ou contraindre la trajectoire des entreprises en vue de la transition ? Avec quelles conséquences pour ces dernières ? Peuvent-elles encore optimiser leurs opérations à l'échelle globale quand la mondialisation se régionalise ?

Déjeuner en commun

Atelier

La transition est-elle spontanément inflationniste et inégalitaire ?

Croissance verte, sobriété, décroissance ?

Si le mot décroissance n'est plus tout à fait tabou dans les entreprises, ce qu'il désigne au-delà de la simple idée de réduction de la production (en volume, en valeur ?) y est encore peu exploré. Qu'est-ce qu'une économie décroissante selon les chercheurs qui en sont les défenseurs ? Quels en sont les présupposés en termes d'organisation de la production et de la société ? Quelle autonomie serait laissée aux entreprises ? La transition requiert-elle, au contraire, le maintien d'une économie de marché ?

Discussion de groupe

Vers de nouvelles formes de co-responsabilité entre entreprises et acteurs publics ?

Temps libre (18h15-19h00)

Rencontre

Les jeunes et l'éco-anxiété

Dîner en commun

JEUDI 28 MARS (9h00 – 18h30) – Maison de l'Amérique latine, 75007 Paris

Études de cas

La transition, nouvel axe structurant de la compétition entre les blocs : **les dilemmes du passage à la voiture électrique pour l'UE et son industrie automobile.**

Un conflit local autour des infrastructures : **le projet d'autoroute A69 Castres-Toulouse.**

Déjeuner en commun

Table ronde

Quelles seront compétences-clés pour l'ingénieur de demain ?

La question de l'acceptabilité de la transition dans les sociétés démocratiques.

Si transition et justice sociale doivent aller de pair, quelles mesures de justice rendraient la transition acceptable par tous ? Suffirait-il de taxer davantage les plus aisés pour venir à bout de résistances émanant du plus profond de la société, certaines touchant au mode de vie, à la légitimité, voire à l'identité de multiples groupes sociaux ? Que nous enseigne la sociologie sur le vécu des inégalités, les antagonismes et les colères d'une société éclatée, et sur ce qui se joue de décisif dans le processus de transition ?

Conclusions d'étape.

Cocktail de clôture

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AU CARREFOUR DES CRISES

Trois journées de séminaire les 6, 19 et 28 mars 2024 à la Maison de l'Amérique Latine (Paris 7^{ème}) précédées d'une soirée d'ouverture le 5 mars à l'École normale supérieure (Paris 5^{ème})

La participation à l'ensemble du cycle est de **8 250€ HT**, soit 9 900 € TTC par personne. Elle comprend les frais d'inscription, de restauration et de documentation.

Le nombre de participants est limité à 15.

Le règlement est à faire parvenir à l'**Institut de l'École normale (I-ENS), 45 rue d'Ulm, 75005 Paris.**

Pour toute information : institut@ens.psl.eu ≈ tél : 01 46 33 67 14 et 07 82 70 83 60

L'Institut de l'École normale supérieure

L'Institut de l'École normale supérieure est une association sans but lucratif (régie par la loi de 1901).

Il propose à des cadres dirigeants des secteurs public et privé de travailler au contact de chercheurs et d'experts de haut niveau, lors de séminaires d'une quinzaine de personnes qui mobilisent un large éventail de disciplines scientifiques et littéraires pour éclairer les phénomènes émergents qui vont transformer le paysage stratégique des entreprises.

Les participant(e)s à ces formations, qui sont généralement chargé(e)s de gérer le présent mais aussi d'imaginer l'avenir de leurs organisations et d'en préparer les évolutions, trouvent à l'Institut l'occasion de mettre en perspective leur pratique professionnelle et d'élargir le champ de leur réflexion.

Les adhérents de l'association sont des groupes tels que La Caisse des Dépôts, LVMH, L'Oréal, Hermès, MBDA, des banques et compagnies d'assurances comme BNP Paribas Cardif ou Lazard, des cabinets juridiques internationaux comme Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton, des sociétés d'investissement comme Euris.

Ne visant aucunement à enseigner des techniques de management, l'Institut de l'ENS déploie son offre de formation dans les domaines où l'approfondissement de la réflexion et de la culture personnelles des dirigeants ne peut être dissocié du développement de leurs compétences professionnelles.

La conviction de ses animateurs est que l'apport des sciences et des humanités est plus que jamais essentiel pour préparer les décideurs à appréhender la complexité du monde qui vient.

*

L'Institut de l'ENS a aussi pour vocation de tisser des liens entre les entreprises et la recherche universitaire, particulièrement celle qui s'effectue au sein de son École. Le budget de L'Institut est alimenté par les cotisations de ses membres et par le paiement des prestations qu'il fournit. Ne recevant aucune subvention, il est parfaitement indépendant.

Président :	Dominique D'Hinnin
Vice-président :	Frédéric Worms
	Directeur de l'École normale supérieure
Trésorier :	Jean Michel Mangeot
Directeur :	Pierre Cohen-Tanugi